

02674  
2406  
01  
09  
a paulo

20 JAN. 2006

APAUTO

copie EISS

SC



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Direction de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

Bureau de l'Urbanisme  
Et de l'Environnement

Chartres, le 9 janvier 2006

Affaire suivie par :  
Mme Colombe POITRIMOL  
Tél. : 02 37 27 70 95  
Fax : 02 37 27 72 55  
colombe.poitrimol@eure-et-loir.pref.gouv.fr

### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA SOCIETE CARRIERES GENET-RASORI

A POURSUIVRE ET A ETENDRE L'EXPLOITATION D'UNE CARRIERE  
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE

**FONTAINE-LA-GUYON, COURVILLE-SUR-EURE ET SAINT-LUPERCE**

=====

Division EISS			
Noms	Dest.	Cie	Clt
JPR			
PB			
D le M			
NB			
Ce M			
A de M			
DM			
GOT			
CM			
CR			
JFM			
GUO			
SL			
OG			
Secrétariat			

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur ;  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6, L.515-1 et L.515-5 ;

Vu le Code minier ;

Vu la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et la nomenclature des installations classées annexée ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles 23-2 à 23-7 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 précité ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

*Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement ;*

*Vu la demande déposée le 15 octobre 2004 par la Société Carrières GENET-RASORI dont le siège social est situé 38 rue du Général de Gaulle à SAINT-GEORGES-SUR-EURE (28190), en vue de poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire des communes de SAINT-LUPERCE, FONTAINE-LA-GUYON et COURVILLE-SUR-EURE ;*

*Vu le courrier du 20 août 2004 de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;*

*Vu les compléments apportés par le pétitionnaire 09 mars 2005 ;*

*Vu le rapport de recevabilité du service d'inspection en date du 25 mars 2005 ;*

*Vu les plans et documents présentés à l'appui de la demande ;*

*Vu l'arrêté préfectoral en date du 09 mai 2005 prescrivant sur ladite demande une enquête publique qui s'est déroulée du 30 mai au 30 juin 2005 inclus sur le territoire de la commune de FONTAINE-LA-GUYON, COURVILLE-SUR-EURE, SAINT-LUPERCE (communes d'implantation), SAINT-AUBIN-DES-BOIS, SAINT-ARNOULT-DES-BOIS, CHUISNES, BILLANCELLES, LANDELLES et SAINT-GERMAIN-LE-GAILLARD (communes situées dans le périmètre d'affichage) ;*

*Vu l'ensemble des pièces et documents annexés au dossier d'enquête ;*

*Vu le procès-verbal d'enquête et les conclusions émises par le commissaire enquêteur ;*

*Vu les avis émis par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, par la Direction Départementale de l'Équipement, par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, par la Direction Régionale des Affaires Culturelles, par la Direction régionale de l'environnement, par l'Architecte des Bâtiments de France ;*

*Vu les avis émis par les conseils municipaux de FONTAINE-LA-GUYON, COURVILLE-SUR-EURE, SAINT-AUBIN-DES-BOIS, SAINT-ARNOULT-DES-BOIS, CHUISNES, BILLANCELLES, LANDELLES ;*

*Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 novembre 2005 ;*

*Vu l'avis émis par la Commission départementale des carrières lors de sa séance du 13 décembre 2005.*

*Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;*

*Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;*

*Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure et Loir ;*

## ARRETE

### DEFINITION DES INSTALLATIONS

#### AUTORISATION

La société Carrières GENET-RASORI dont le siège est situé 38 rue du Général du GAULLE à SAINT-GEORGES-SUR-EURE est autorisée, à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire des communes de :

- SAINT-LUPERCE, au lieu-dit « Les Lasses »,
- COURVILLE-SUR-EURE, aux lieux-dits « L'Ormeteau », La « Queue de Poêle », « Buisson Malabri », « Pièces de Masselin », « Grand bouleau »,
- FONTAINE-LA-GUYON, au lieu-dit « Les Caillettes ».

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 63 ha 18 a 09 ca pour une surface exploitable de 47 ha 40 a 66 ca se répartissant comme suit par référence au plan cadastral annexé au dossier de demande d'autorisation (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement).

Au titre du renouvellement :

- SAINT-LUPERCE –
  - lieu-dit « Les Lasses » : parcelles Z1 n° 6pp, 158pp, 159pp, 160pp, 161pp, 162, CR n°4 pour une superficie de 7 ha 37 a 21 ca ;
  - FONTAINE-LA-GUYON –
  - lieu-dit « Les Caillettes » : parcelles ZK n° 10 pour une superficie de 3 ha 91 a 65 ca ;
  - COURVILLE-SUR-EURE –
  - lieu-dit « L'Ormeteau » : parcelles ZI n° 21pp, 22pp, 23pp, 24pp, 25pp pour une superficie de 10 ha 47 a 30 ca.
- Soit une superficie totale en renouvellement de 21 ha 76 a 16 ca dont 8 ha 77 a 51 ca exploitable.

Au titre de l'extension :

COURVILLE -SUR-EURE –

- lieu-dit « La queue de Poêle » : parcelle ZI n° 1pp pour une superficie de 2 ha 55 a 25 ca;
  - lieu-dit « Buisson Malabri » : parcelle ZI n° 5pp, 6pp, 7pp, 9, CR n° 15pp, CR n° 16pp pour une superficie de 24 ha 74 a 56 ca ;
  - lieu-dit « Pièces de Masselin » : parcelle ZI n° 11pp pour une superficie de 12 ha 26 a 52 ca;
  - lieu-dit « Grand Bouleau » : parcelle ZI n° 15 pp pour une superficie de 1 ha 85 a 60 ca ,
- ZI n° 16 pp et 17 pp uniquement pour la création d'un chemin (pas d'extraction).

Soit une superficie totale en extension de 41 ha 41 a 93 ca dont 38 ha 63 a 15 ca exploitable.

La société Carrières GENET-RASORI est également autorisée à exploiter une installation de broyage, concassage et criblage de matériaux pour une puissance totale de 796 kW.

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté préfectoral n° 388 du 26 mars 2002.

# **NATURE DES ACTIVITÉS**

## **LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT**

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Régime AS/A/D/NC	Redevance
2510.1	Exploitation de carrière	A	Coefficient 4
2515.1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais ou autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW : 796 kW	A	

### Ouvrage de prélèvement d'eau :

Ouvrage	Désignation	Débit maximal	Profondeur
Piézomètres	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau		
Forage	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrages souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, la capacité totale maximale des installations de prélèvement étant supérieure à 8 m <sup>3</sup> /h mais inférieure à 80 m <sup>3</sup> /h	33 m <sup>3</sup> /h	45 m

**QUANTITES AUTORISEES**

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 300 000 tonnes/ an avec une moyenne de 225 000 tonnes/an.

La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement sera de 300 000 tonnes/ an.

***Le volume moyen annuel de matériaux de remblaiement extérieur au site apporté est de 123 000 m<sup>3</sup> soit 221 400 tonnes/an. Ce volume est apporté sur les 6 premières années d'exploitation.***

**DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation d'exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée à une durée de 8 ans (dont 2 ans pour terminer la remise en état) à compter de la date de notification du présent arrêté. L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée durant les 2 dernières années qui précèdent l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état doit être achevée trois mois avant l'échéance de l'autorisation.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

**PEREMPTION DE L'AUTORISATION**

Le présent arrêté cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

**AMÉNAGEMENTS**

L'exploitation est menée et les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Le plan de phasage des travaux est annexé au présent arrêté (annexe 1).

**RÉGLEMENTATION**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux s'imposent de plein droit à l'exploitant. Les dispositions plus contraignantes fixées par le présent arrêté s'y substituent.

L'autorisation est accordée sans préjudice des dispositions des autres réglementations en vigueur.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire. Le changement d'exploitant est soumis au régime de l'autorisation préalable.

**DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES****GARANTIES FINANCIÈRES****MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 2 périodes, dont 1 période quinquennale et une période de 3 ans.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

PERIODES	S1 (C1 = 10,5 K€/ha)	S2 (C2 = 24,5 K€/ha) (C2 = 20 K€/ha)	S3 (C3 = 12 K€/ha)	TOTAL (x=1.253)
1 et 2	4,85 ha	6 ha	0,576 ha	251 022 €

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur de juillet 2005, soit 525,8.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

**II.1.B. NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance portant sur une durée de 5 ans.

Lorsque l'exploitant adresse au préfet la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, il y joint le document établissant la constitution des garanties financières prévue à l'article 23-3 de ce décret.

Ce document doit être conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

**II.1.C. MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant indiqué dans le document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être actualisé au moins tous les cinq ans, compte tenu de l'évolution de l'indice TP01 et de la TVA.

Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation suivante :

$$C_n = C_R (\text{index}_n / \text{index}_R) \times ((1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R))$$

où :

$C_R$  : le montant de référence des garanties financières

$C_n$  : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$\text{Index}_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_R$  : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.

$TVA_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$TVA_R$  : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

#### **II.1.D. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES**

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TP01 justifiant de leur actualisation.

Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.

#### **II.1.E. MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec les éléments d'appréciation.

#### **II.1.F. LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE**

L'exploitant peut demander la levée, en tout ou partie, de l'obligation de garanties financières lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée.

#### **II.1.G. APPEL AUX GARANTIES FINANCIERES**

Les garanties financières seront appelées :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L.514-1 du Titre 1<sup>er</sup>, Livre V du code de l'environnement;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état du site.

### **MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS**

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de

demande d'autorisation, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert de l'installation de traitement des matériaux vers un autre emplacement nécessite une nouvelle autorisation.

#### **DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière ou du fait du fonctionnement de l'installation de premier traitement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Titre 1<sup>er</sup>, Livre V du code de l'environnement. En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant précisera les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'accident ou de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

#### **CONTRÔLES, ANALYSES ET EXPERTISES (INOPINÉS OU NON)**

Les contrôles, analyses et expertises périodiques prévus par le présent arrêté doivent être représentatifs du fonctionnement des installations contrôlées.

Des contrôles, prélèvements, analyses et mesures d'effluents liquides ou gazeux, de poussières, de déchets, de sols, d'eaux souterraines, de bruit, de vibration ou plus généralement de toute substance ou de tout objet liés à l'installation peuvent être exécutés à la demande de l'inspection des installations classées ou par l'inspecteur pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Les dépenses correspondant à l'exécution des contrôles, analyses ou expertises sont à la charge de l'exploitant.

#### **CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ**

En cas d'arrêt définitif d'activité, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci pour ce qui concerne l'installation de premier traitement et au moins six mois avant la cessation définitive d'activité pour l'exploitation de carrière.

L'exploitant joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site constitué conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

#### **DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES PORTANT SUR L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE**

Les carrières et les installations de premiers traitements des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

#### **AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**

##### **INFORMATION DES TIERS**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.



### **BORNAGE**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

### **EAU DE RUISSELLEMENT**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du Titre 1<sup>er</sup>, Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.

### **INTEGRATION DE L'INSTALLATION DANS LE PAYSAGE**

Afin de diminuer l'impact visuel du site, l'exploitant mettra en place tout aménagement paysager nécessaire, notamment sous forme de merlons périphériques d'une hauteur de 2 mètres.

### **DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION**

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées à l'article 3.1 ci-dessus.

Cette déclaration sera transmise au Préfet en trois exemplaires.

### **PRESCRIPTIONS GENERALES**

L'extraction et la remise en état du site devront, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

### **CONDUITE DE L'EXTRACTION**

#### **DEBOISEMENT , DEFRICHAGE ET PLANTATIONS COMPENSATOIRES**

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

### DECAPAGE DES TERRAINS

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2 m pour lui conserver ses qualités agronomiques.

### PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Des prescriptions archéologiques ayant été édictées par le préfet de région en application du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Un mois avant au minimum, l'exploitant informera par écrit à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre (service régional de l'archéologie) de la date prévue pour les travaux de décapage. Une copie de ce courrier sera transmise à l'inspection des installations classées.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant prendra toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes seront déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.

### EXTRACTION

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux (annexe 1) et de remise en état (annexe 2) du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### EXTRACTION À SEC

Le carreau de la carrière aura pour cote minimale :

Parcelles sollicitées en renouvellement :

- COURVILLE-SUR-EURE –
  - lieu-dit « L'Ormeteau » (parcelles ZI n°21 pp à 25 pp) : **165 m NGF** ;
- SAINT-LUPERCE-
  - lieu-dit « Les Lasses » (parcelles Z1 n°6 pp, 158 pp, 159 pp, 160 pp, 161 pp, 162, CR n°4) : **160 m NGF** ;
- FONTAINE-LA-GUYON –
  - lieu-dit « Les Caillettes » (parcelle ZK n° 10 pp) : **160 m NGF**

Parcelles sollicitées en extension :

COURVILLE-SUR-EURE :

- lieu-dit « La Queue de Poêle » (parcelle ZI n° 1 pp) : **172 m NGF** ;
- lieu-dit « Buisson Malabri » (parcelles ZI n° 5 pp, 6 pp, 7 pp, 9, CR n°15 pp, CR n° 16 pp) : **173 m NGF** ;
- lieu-dit « Pièces de Masselin » (parcelle ZI n° 11pp) : **170 m NGF** ;

- lieu-dit « Grand Bouleau » (parcelle ZI n°15pp) : 169 m NGF.

La profondeur maximale de la fouille est fixée à 4,60 m.

Le fond de fouille devra toujours se situer à au moins 9 m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales.

#### **EXTRACTION EN GRADINS**

La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 4,60 m.

La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

#### **TRANSPORT DES MATERIAUX**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L.131-8 et L.141-9 du Code de la Voirie Routière

L'exploitant a établi une convention avec le gestionnaire du réseau routier concerné.

#### **DISTANCE DE REcul - PROTECTION DES AMENAGEMENTS**

Les abords de l'exploitation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance est portée à 20 mètres par rapport à la ligne de chemin de fer pour les parcelles sollicitées en extension et 50 mètres pour les parcelles sollicitées en renouvellement.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

#### **CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS**

L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.

Des organismes agréés procéderont à des contrôles réguliers portant notamment sur :

- les appareils de pesage ;
- les installations électriques ;
- les poussières ;

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur le site.

#### **PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

##### **POLLUTION DES EAUX**

##### **PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

##### **Aire de ravitaillement**

Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les eaux de ruissellement de cette aire sont ensuite décantées et canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures avec obturateur automatique. Les eaux après traitement sont réutilisées dans l'installation de traitement des matériaux.

La teneur en hydrocarbures totaux de ces eaux ont une concentration inférieure à 5 mg/l.

Des analyses de contrôle seront réalisées par un laboratoire agréé tous les ans. Les résultats seront transmis à l'inspection des Installations Classées. Ils seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.

### **Aire de stockage**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduelles.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

### **ETIQUETAGE - DONNÉES DE SÉCURITÉ**

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **REJET DANS LE MILIEU NATUREL**

#### **Eaux de procédé des installations**

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits.

Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.

#### **Eaux pluviales**

Les eaux pluviales de la plate-forme de l'installation de traitement s'accumulent en un point bas et sont pompées pour être réutilisées dans l'installation de traitement.

### **Eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques devront être évacuées ou traitées conformément au Code de la santé publique.

### **SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduares dans une nappe souterraine est interdit.

La qualité des eaux souterraines fera l'objet d'une surveillance. A cette fin, 5 piézomètres seront mis en place, dont un en amont et 4 en aval.

La conception et la réalisation de ces forages de contrôle de la qualité de l'eau souterraine devront respecter les recommandations du fascicule de documentation AFNOR référencé FD-X31-614 (1999) relatif à la réalisation d'un forage de contrôle de l'eau souterraine.

L'ouvrage devra notamment répondre aux caractéristiques suivantes :

- le piézomètre doit pénétrer d'au moins 5 mètres dans la nappe;
- le diamètre de forage doit permettre après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement
- le tubage est constitué:
  - ◆ d'un tube plein avec cimentation étanche de l'espace annulaire entre le terrain naturel et le niveau piézométrique de la nappe;
  - ◆ d'un tube crépiné entre le niveau piézométrique et le fond, avec massif filtrant;
  - ◆ d'un couvercle coiffant verrouillable à la partie supérieure du type plein, situé à + 0,50 m par rapport au terrain naturel

Les piézomètres d'une profondeur supérieure à 10 mètres doivent faire l'objet d'une déclaration au titre du code minier.

La localisation des piézomètres figure sur le plan en annexe 3.

Les têtes des piézomètres feront l'objet d'un nivellement nGF.

Les analyses seront réalisées à la fréquence semestrielle (hormis la DCO, la température et le pH qui seront réalisées à fréquence mensuelle), en période de hautes et basses eaux. Il sera procédé à un relevé du niveau piézométrique et à l'analyse d'un échantillon de l'eau de la nappe d'eau souterraine prélevé dans chacun des ouvrages et sur le forage alimentant l'installation de traitement.

Les paramètres analytiques à rechercher sont les suivants :

- DCO, Conductivité, pH (pH, conductivité, mesures in situ)
- Hydrocarbures totaux (HCT)
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP – liste US.EPA)

- Hydrocarbures aromatiques (BTEX : Benzène, Toluène, Ethylbenzène, o Xylène, m, p Xylènes)
- Polychlorobiphényles (Arochlor 1254 et 1260, Congénères de la classification Ballschmitter (PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180)
- Carbone Organique Total (COT)
- Indice phénols
- Métaux et métalloïdes (Antimoine (Sb), Arsenic (As), Baryum (Ba), Cadmium (Cd), Chrome total (Cr), Cuivre (Cu), Mercure (Hg), Molybdène (Mo), Nickel (Ni), Plomb (Pb), Sélénium (Se), Zinc (Zn))
- Fluorures
- Acrylamide monomère

Les prélèvements sont effectués par un laboratoire ou organisme extérieur conformément à la norme AFNOR FD-X 31 615 relative au prélèvement et à l'échantillonnage des eaux souterraines dans un forage, publiée en décembre 2000.

Les analyses seront réalisées par un laboratoire agréé par les ministres chargés de l'environnement et/ou de la santé publique.

Les bulletins de prélèvement et d'analyse sont régulièrement transmis au service d'inspection des installations classées éventuellement assortis des commentaires appropriés.

Les relevés des niveaux piézométriques mesurés avant chaque analyse seront consignés dans un registre. Ce registre sera tenu à la disposition des agents chargés des contrôles et seront conservés par l'exploitant.

Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des Installations Classées dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées.

Les résultats des analyses seront tenus à la disposition des agents chargés des contrôles et seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.

#### **PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

##### **POUSSIÈRES**

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

##### **ACCES ET VOIES DE CIRCULATION**

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les installations et les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

A cet effet, l'exploitant mettra à disposition des chauffeurs un emplacement dédié au bâchage des camions, il procédera à l'arrosage de la piste d'accès autant que de besoin ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente. Des pistes en enrobés bitumineux sont

aménagées à l'intérieur de la carrière ou bien des équipements de nettoyage adéquats sont installés.

## **DÉCHETS**

Est un déchet, tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

### **PRINCIPE**

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, pour éviter de produire des déchets, en limiter les flux, en assurer une bonne gestion, les stocker et les éliminer dans des conditions qui ne portent pas atteinte à l'environnement conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (Livre V, titre IV du code de l'environnement et ses textes d'application).

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possible. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément, puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

### **STOCKAGE**

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés conformément à l'article III.5.A.a du présent arrêté.

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient en état constant de propreté et non générateur d'odeur,
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet.
- les envois soient limités.

Les déchets imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos ; on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés aux risques.

L'exploitant interdira, par tous moyens utiles, les déversements, dépôts ou décharges de produits extérieurs au site (hors remise en état conforme à l'article III.7 du présent arrêté) et de déchets.

### **ELIMINATION DES DÉCHETS**

Toute incinération à l'air libre de déchets est interdite.

L'élimination des déchets doit être assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre Ier, Livre V du code de l'environnement.

#### **Déchets industriels**

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Les huiles usagées sont récupérées, stockées et évacuées conformément aux dispositions du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

#### **Déchets ménagers**

L'enlèvement des déchets ménagers et des déchets assimilés doit être effectué dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales ou remis à un transporteur pour acheminement vers une installation autorisée.

#### SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant devra être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.

A cet effet, il tiendra à jour un registre qui sera tenu à la disposition des agents chargés des contrôles et dans lequel seront consignés toutes ces informations.

Les dates d'enlèvement, les quantités et la nature des déchets transmis à chaque transporteur ainsi que l'identité des transporteurs devront être précisés.

L'exploitant ne remettra ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par le décret 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage de déchets ou il s'assurera que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information devra être reportée dans le registre sus-nommé.

#### **PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS**

##### GÉNÉRALITÉS

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les horaires de fonctionnement de la carrière sont les suivants : 7h30 à 17h00 du lundi au jeudi, 7H30 à 16H00 le vendredi.

##### NIVEAUX SONORES

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible de 22 h à 7 h dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Le niveau de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminé de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles, est fixé à **70 dB(A)**.



Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, respecte les valeurs limites ci-dessus.

#### **ENGINS DE TRANSPORT**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière doivent être conformes au décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92.1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relative aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.

#### **APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

#### **CONTRÔLES ACOUSTIQUES**

L'exploitant devra réaliser une mesure des niveaux sonores (carrière et installation de traitement) en limite de propriété et à proximité des zones à émergence réglementée, par une personne ou un organisme qualifié, dans les 6 mois suivant la notification de l'arrêté

Un contrôle des niveaux sonores sera ensuite réalisé tous les 3 ans et notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées.

Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **VIBRATIONS**

Il n'y aura pas de tirs de mines sur la carrière.

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

<b>PREVENTION DES RISQUES</b>
-------------------------------

<b>INTERDICTION D'ACCES</b>
-----------------------------

<b><u>GARDIENNAGE</u></b>
---------------------------

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

#### **CLÔTURE**

L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (merlon de 2 mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).

#### **INFORMATION**

Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

<b>INCENDIE ET EXPLOSION</b>
------------------------------

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- Date et nature de la vérification ;
- Personne ou organisme chargé de la vérification ;
- Motif de la vérification (périodique, suite à un accident...).

Ce registre ainsi que les rapports de contrôle devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **III.6.C BASSINS DE DECANTATION**

Les bassins de décantation seront interdits par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) seront disponibles à proximité.

Ils sont aménagés de telle sorte que l'épaisseur des boues concentrées humides ne présente aucun danger et que leur séchage soit réalisé au maximum en 1 an.

<b>REMISE EN ETAT DU SITE</b>
-------------------------------

<b>GENERALITES</b>
--------------------

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation et compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Le site sera libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne devra subsister sur le site.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard trois mois avant l'échéance de l'autorisation. Elle est réalisée en conformité au dossier de demande d'autorisation.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

<b>REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION</b>
---------------------------------------------------

La remise en état devra être coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. L'exploitation de la phase (n + 2) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état.

Seule l'aire sur laquelle est implantée l'installation de traitement est remise en état au terme de l'extraction.

La surface dérangée de la carrière est inférieure à 6 ha.

### **SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION**

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les numéros des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts,
- l'inclinaison des pistes (en pourcentage),
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan sus-nommé.

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1<sup>er</sup> février à l'inspection des Installations Classées.

Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

<b>DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT</b>
---------------------------------------

La remise en état du site consiste en un remblayage total de l'excavation pour retour à la cote initiale des terrains selon le plan de l'état final joint en annexe 2.

Une couche de terre végétale de 50 cm, épierrée des plus gros blocs, recouvrira en final l'ensemble du site.

Les terrains sont ensuite rendus à la culture.

### AIRES DE CIRCULATION

Les aires de circulation provisoires et les aires de travail seront décapées des matériaux stabilisés qui auraient été régalez puis recouvertes de terre végétale en vue de leur mise en culture.

### REMBLAYAGE

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

La qualité des remblais relève de l'entière responsabilité de l'exploitant qui devra en assurer une comptabilité stricte et une traçabilité.

#### A – Procédure préalable à l'admission des remblais

Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Préalablement à la livraison des matériaux, les fournisseurs doivent être informés par l'exploitant de la liste exhaustive des matériaux admis en remblais dans le site (paragraphe D) et que la présence de produits non conformes entraînera le refus de l'ensemble du chargement. Aucun tri ne sera effectué sur place.

Les matériaux destinés au remblaiement doivent être triés dès le chantier à l'origine duquel ils sont produits, si besoin analysés et caractérisés préalablement à leur venue sur le site de remblaiement, afin de garantir l'utilisation des seuls matériaux réputés « aptes au site ».

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique la date d'arrivée sur la carrière, leur provenance, leur destination (en fonction d'un plan topographique (voir paragraphe C.)), leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

La quantité de matériaux mise en remblai est communiquée trimestriellement à l'inspection des installations classées.

#### B – Accès à la zone de remblaiement

Pendant les travaux, le site destiné aux remblaiements est interdit au public non autorisé ou habilité afin d'éviter tout dépôt sauvage.

A cette fin, un affichage sera apposé à l'accès du site.

L'accès à la zone de remblais est intégré au plan de circulation affiché sur le site et les camions sont guidés par fléchage vers le point de réception et de contrôle des matériaux d'apport.

#### C – Conformité des matériaux livrés

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la date d'arrivée sur la carrière, la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Il dispose d'un document définissant les matériaux acceptés sur le site, prescrivant la procédure de traçabilité appliqué à ceux-ci ainsi que la nature des opérations de contrôle effectués.

### D – Matériaux autorisés

Seuls des matériaux inertes pourront être utilisés pour le remblayage (stériles d'exploitation, matériaux de terrassement et matériaux de démolition préalablement triés, les boues de décantation).

Sont prohibés notamment les végétaux, les déchets ménagers ou industriels, les papiers, les cartons, les plâtres, les déchets fermentescibles ou putrescibles, les matériaux plastiques, les métaux, le plâtre, les matériaux de démolition non préalablement triés.

Les matériaux utilisés pour le remblayage ne doivent pas être susceptibles de relarguer une pollution par lixiviation.

L'exploitant doit refuser tout chargement dont l'origine ou la nature ne garantit pas son aptitude au site.

Une personne habilitée par cette mission devra avoir autorité pour refuser un chargement dès lors que celui-ci ne sera pas conforme au bordereau de suivi ou que l'observation visuelle et olfactive aura constaté des matériaux non autorisés.

Un contrôle du chargement devra être effectué avant tout déversement sur le lieu de remblayage. Les matériaux extérieurs au site seront bennés sur aire de réception qui permettra de contrôler visuellement la nature des matériaux.

Dans le cas où des déchets non minéraux (plastiques, métaux, bois) sont détectés, ceux-ci seront triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet. Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

Les chargements refusés, l'identité du transporteur, les motifs du refus seront consignés sur le registre pré-cité.

### E – Modalités de contrôle.

L'exploitant définit, sous son entière responsabilité une procédure de contrôle de la conformité des matériaux admis en remblais sur le site, avec les matériaux autorisés définis au paragraphe D précédent.

### **DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS**

Toutes les dispositions techniques, énoncées ci-dessous ou dans un arrêté complémentaire, intéressent spécifiquement l'activité de l'établissement dont elles font l'objet.

<b>OUVRAGE DE PRÉLÈVEMENT D'EAU</b>
<b>REALISATION</b>

L'ouvrage doit être réalisé sous réserve du respect des réglementations en vigueur au titre, notamment, :

- . du code minier,
- . du code de l'urbanisme,
- . du code rural,
- . du code du domaine public fluvial,
- . du code forestier,
- . du code de la santé publique.

Il doit être éloigné :

- des lieux de stockage de produits susceptibles de créer des nuisances à l'environnement, notamment des produits explosifs, inflammables, comburant, toxiques, nocif, irritant, corrosifs et dangereux pour l'environnement.
- des sites potentiels de pénétration de pollution : puits, puisards ...

#### **CARACTÉRISTIQUES DE L'OUVRAGE**

Le forage doit être réalisé dans les conditions suivantes :

- débit maximum de prélèvement ..... : 33 m<sup>3</sup>/heure
- profondeur ..... : 45 m
- aquifère capté ..... : nappe de la craie
- prélèvement journalier maximum ..... : 264 m<sup>3</sup>
- prélèvement annuel maximum ..... : 65 000 m<sup>3</sup>

Une attention particulière doit être apportée dans la réalisation de la cimentation destinée à isoler les nappes supérieures non captées et à protéger l'ouvrage des infiltrations superficielles. Les prescriptions techniques ci-dessous relatives à ces objectifs peuvent être remplacées par tous autres moyens, à condition que l'exploitant démontre, dans un dossier transmis à l'Inspection des Installations Classées trois mois avant la réalisation de l'ouvrage, que ces moyens garantissent des résultats équivalents.

#### **CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES**

Toute modification apportée à l'ouvrage entraînant un changement des éléments du dossier initial (localisation y compris dans la parcelle, nappe captée, profondeur totale, hauteur de crépine, hauteur de cimentation, niveau de la pompe) devra faire l'objet d'une déclaration préalable à l'inspection des installations classées.

#### **EQUIPEMENTS**

L'équipement doit être adapté au contexte hydrogéologique et hydrochimique.

En tête du puits, le ciment doit constituer un socle de 20 cm de hauteur au moins par rapport au terrain naturel pour éviter toute infiltration le long de la colonne.

Si elle est située dans un encuvement étanche, la tête de puits peut être implantée au dessous du niveau naturel du terrain. Dans ce cas, il doit exister un socle de 20 cm au fond de l'encuvement et les murs de la cuve doivent dépasser de 20 cm au moins par rapport au terrain naturel.

Une dalle de 3 m<sup>2</sup> sera réalisée autour de la tête du forage, pente dirigée vers l'extérieur.

Un forage non équipé de son groupe de pompage doit obligatoirement être fermé par un capot étanche cadénassé ou par un dispositif équivalent.

Le tubage est muni d'un bouchon de fond.

La distribution de l'eau issue du forage doit s'effectuer par des canalisations distinctes de celles du réseau d'adduction d'eau potable.

Un clapet anti-retour, disconnecteur ou tout système équivalent est mis en place sur les canalisations de prélèvement pour éviter tout retour d'eau dans le milieu naturel.

#### **ENREGISTREMENT DES VOLUMES**

Un dispositif de comptage est en place. Un relevé des consommations d'eau sera effectué tous les mois.

Le registre des prélèvements doit faire apparaître les changements constatés dans le régime des eaux et les incidents survenus dans l'exploitation de l'ouvrage.

#### **CESSATION D'UTILISATION D'UN FORAGE**

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, il sera procédé au comblement par un matériau imperméable, inerte (par exemple gravier ou laitier de ciment) terminé dans sa partie supérieure par un bouchon de ciment d'au moins 2 mètres d'épaisseur après arrachage et découpage de la partie supérieure des tubes ou tout autre moyen aux résultats équivalents.

L'exploitant devra en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit.

Le comblement est suivi et certifié par un bureau d'étude hydrogéologique. Il est porté à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **FIN D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE**

A la fin d'exploitation de la carrière, le forage est comblé conformément à l'article IV.1. F. ou laissé à la disponibilité du propriétaire des terrains. Dans ce dernier cas, il doit être fait application des dispositions prévues par l'article 35 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L. 214.3 du titre Ier, Livre II du code de l'environnement.

#### **INSTALLATION DE BROyage, CONCASSAGE ET CRIBLAGE DE PRODUITS MINÉRAUX NATURELS**

##### **INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétisme du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté. La hauteur des tas est limitée à 7 m.

##### **ACCESSIBILITÉ**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

##### **INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C ou aux normes européennes équivalentes qui lui sont applicables.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

##### **RÉTENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout

dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément à l'article III.5.C.c. du présent arrêté.

Les niveaux des réservoirs fixes de stockage sus-nommés doivent pouvoir être visualisés par des jauges de niveau ou dispositifs équivalents et pour les stockages enterrés par des limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilée. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation qui doivent être maintenus fermés en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

## **EXPLOITATION - ENTRETIEN**

### **SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

## **RISQUE INCENDIE**

### **MATERIELS**

L'installation doit être dotée, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

L'exploitant doit s'assurer trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état.

Ils seront vérifiés annuellement par un organisme de contrôle extérieur.

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature de la vérification,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification (périodique, suite à un accident...),

Ce registre, ainsi que les rapports de contrôle, devront être tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### **CONSIGNES DE SÉCURITÉ**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour, diffusées à tous les membres du personnel. et affichées dans les lieux fréquentés par ce personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,



- les procédures d'arrêt d'urgence, de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) et d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ainsi que leur l'entretien,
- le fonctionnement des différents dispositifs de sécurité et la périodicité des vérifications de ces dispositifs,
- l'emplacement des matériels d'extinction et de secours disponibles et des coups de poing et câble d'urgence des installations.

#### **POUSSIÈRES**

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement de matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

L'installation est équipée d'un système d'abattage des poussières, notamment à la jetée des matériaux et aux sorties des concasseurs et des cribles.

Les émissions captées seront canalisées et dépoussiérées.

La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup> (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température - 273 Kelvin - et de pression - 101,3 kilo Pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec).

Les périodes de panne ou d'arrêt des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à 48 heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à 200 heures.

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup>. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une heure.

Des contrôles de débit, de concentration et de flux de poussières seront réalisés tous les ans et les résultats seront conservés pendant toute la durée de l'autorisation.

Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.

#### **DECHETS**

Les déchets industriels spéciaux générés par l'installation doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets.

L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

#### **BRUIT**

L'installation est exploitée sur une plate-forme aménagée en fond de fouille.

#### **INSTALLATION DE LAVAGE**

L'installation de lavage doit permettre le recyclage intégral des eaux utilisées. Les prélèvements dans la nappe ne compensent que les pertes par évaporation ou infiltration.

Les fines issues de la décantation ou de l'ouvrage de filtration des eaux de lavage seront utilisées pour la remise en état du site. En aucun cas, leur régalage dans l'excavation ne doit compromettre l'écoulement des eaux météoriques en modifiant la perméabilité des sols.

Les produits flocculant seront éloignés de l'ouvrage de prélèvement d'eau et stockés conformément à l'article III.5.A.a du présent arrêté.

La quantité d'eau rejetée doit être mesurée chaque mois ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.

### **VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente autorisation.
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du dit acte pour ce qui concerne l'exploitation de l'installation de traitement des matériaux et dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation pour ce qui concerne l'exploitation de la carrière.

### **NOTIFICATION**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Ampliations en seront adressées au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, aux Maires des communes de COURVILLE-SUR-EURE, FONTAINE-LA-GUYON, SAINT-LUPERCE, SAINT-AUBIN-DES-BOIS, SAINT-GERMAIN-LE-GAILLARD, SAINT-ARNOULT-DES-BOIS, LANDELLES, CHUISNES et BILLANCELLES et aux chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département. Il sera en outre affiché pendant une durée d'un mois en mairie de COURVILLE-SUR-EURE, FONTAINE-LA-GUYON, SAINT-LUPERCE. Le Maire dressera procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

Annexe 1 : Plan de phasage - Etat du site à 5 ans

Annexe 2 : Plan de l'état final

Annexe 3 : Plan de localisation des piézomètres

**SANCTIONS**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514. du code de l'environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

**EXÉCUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Messieurs les Maires de COURVILLE-SUR-EURE, FONTAINE-LA-GUYON, SAINT-LUPERCE, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement -Centre- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR LE PREFET,  
LE SECRETAIRE GENERAL,

Signé : Michel VILBOIS

POUR COPIE CONFORME



**RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS  
CLASSÉES OU A TENIR A DISPOSITION (liste indicative non exhaustive)**

ARTICLE	DOCUMENT	PERIODICITE OU ECHEANCE	TRANSMISSION OU MISE A DISPOSITION
III.1.B	Plan de bornage		Transmission de réception
II.1.B	Acte de cautionnement	Dès le début des travaux	Transmission de réception
III.2	Déclaration de début d'exploitation comportant la liste des travaux effectués	Dès le début des travaux	Transmission
II.1.D	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant l'échéance	Transmission
II.1.E	Modification des conditions d'exploitation	Avant mise en œuvre	Transmission
II.3	Mesures envisagées suite à un accident	Dans les 15 jours suivants	Transmission
III.4.C	Déclaration de découverte de vestiges archéologiques Déclaration de travaux de décapage	Dès leur découverte 1 mois avant leur début	Transmission
II.5	Déclaration de cessation d'activité de la carrière comportant le mémoire de remise en état.	Six mois avant l'échéance de l'arrêté préfectoral	Transmission
III.5.A.d	Surveillance des eaux souterraines	Tous les 6 mois (sauf DCO, tous les mois) et notamment en période de basses eaux et de hautes eaux.	Mise à dispositio des résultats c suivi
III.7.B.a	Plan de l'état d'avancement de l'exploitation de carrière, avec rapport annuel d'exploitation, et état des surfaces S1, S2 et S3	Annuelle	Transmission tot les ans avant t le 1 <sup>er</sup> février
III.4.G	Rapports de contrôle des organismes extérieurs : prévention en matière de sécurité, contrôle des installations électriques, des appareils de levage, des extincteurs, ...	Réglementaire	Mise à disposition
IV.1.G et III.5.C.d	Registre de suivi des déchets		Mise à disposition
III.5.D.e	Contrôle des niveaux sonores	Tous les 3 ans	Mise à disposition
IV.4.E.b	Consignes de sécurité	Dès le début des travaux	Mise à disposition
III.6.B et IV.4.E.a	Contrôle et suivi des matériels de lutte contre l'incendie	Contrôle annuel et suivi trimestriel	Mise à disposition
III.5.B.a	Retombées de poussières	Campagne annuelle	Transmission dar le mois qui suit

ARTICLE	DOCUMENT	PERIODICITE OU ECHEANCE	TRANSMISSION OU MISE A DISPOSITION
			réception de résultats
III.7.C.b	Registre et plan de remblaiement, registre de refus	Réglementaire	Mise à disposition
III.7.C.b	Quantité de matériaux remblayés (exprimée en tonnes)	Tous les trimestres	Transmission de l'inspection installations classées

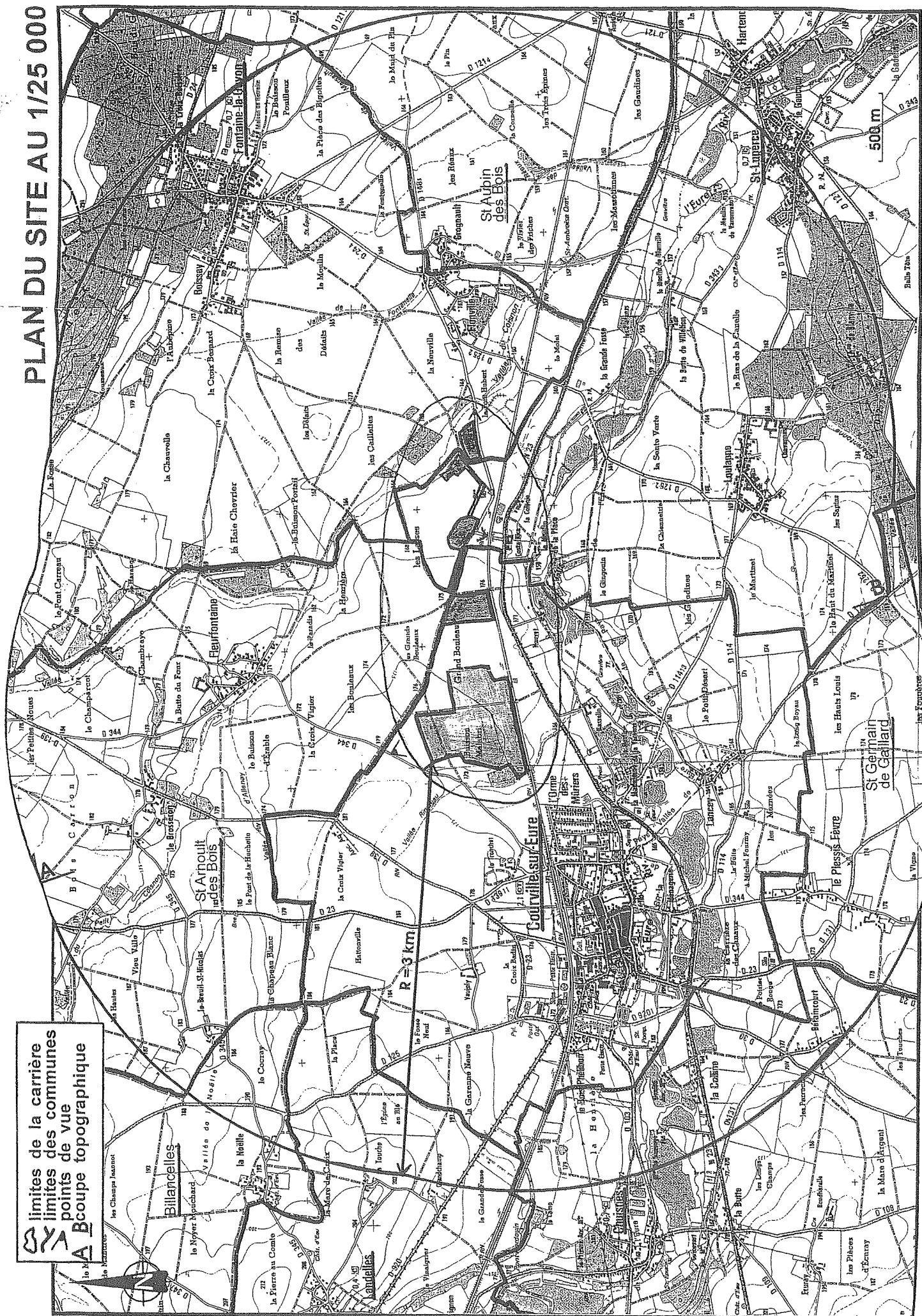
## TABLE DES MATIERES

<b>Article I.</b>	<b>DEFINITION DES INSTALLATIONS</b>	<b>2</b>
<b>I.1.</b>	<b>AUTORISATION</b>	<b>2</b>
<b>I.2.</b>	<b>NATURE DES ACTIVITÉS</b>	<b>3</b>
I.2.A.	LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT	3
I.2.B.	QUANTITES AUTORISÉES	4
I.2.C.	DURÉE DE L'AUTORISATION	4
I.2.D.	PEREMPTION DE L'AUTORISATION	4
I.2.E.	AMÉNAGEMENTS	4
I.2.F.	RÉGLEMENTATION	5
<b>Article II.</b>	<b>DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES</b>	<b>5</b>
<b>II.1.</b>	<b>GARANTIES FINANCIÈRES</b>	<b>5</b>
II.1.A.	MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES	5
II.1.B.	NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES	5
II.1.C.	MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES	6
II.1.D.	RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES	6
II.1.E.	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION	6
II.1.F.	LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE	6
II.1.G.	APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES	7
<b>I.2.</b>	<b>MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS</b>	<b>7</b>
<b>I.3.</b>	<b>DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS</b>	<b>7</b>
<b>I.4.</b>	<b>CONTRÔLES, ANALYSES ET EXPERTISES (INOPINÉS OU NON)</b>	<b>7</b>
<b>I.5.</b>	<b>CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ</b>	<b>7</b>
<b>Article III.</b>	<b>DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES PORTANT SUR L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE</b>	<b>8</b>
<b>III.1.</b>	<b>AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES</b>	<b>8</b>
III.1.A.	INFORMATION DES TIERS	8
III.1.B.	BORNAGE	8
III.1.C.	EAU DE RUISSELLEMENT	8
III.1.D.	INTEGRATION DE L'INSTALLATION DANS LE PAYSAGE	8
<b>III.2.</b>	<b>DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION</b>	<b>8</b>
<b>III.3.</b>	<b>PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES</b>	<b>8</b>
<b>III.4.</b>	<b>CONDUITE DE L'EXTRACTION</b>	<b>9</b>
III.4.A.	DEBOISEMENT, DEFRICHAGE ET PLANTATIONS COMPENSATOIRES	9
III.4.B.	DECAPAGE DES TERRAINS	9
III.4.C.	PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE	9
III.4.D.	EXTRACTION	9
III.4.D.a.	EXTRACTION À SEC	9
III.4.D.b.	EXTRACTION EN GRADINS	10
III.4.E.	TRANSPORT DES MATÉRIAUX	10
III.4.F.	DISTANCE DE REcul - PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS	10
III.4.G.	CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS	10
<b>III.5.</b>	<b>PRÉVENTION DES POLLUTIONS</b>	<b>11</b>
III.5.A.	POLLUTION DES EAUX	11
III.5.A.a.	PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	11
	Aire de stockage	11
III.5.A.b.	ÉTIQUETAGE - DONNÉES DE SÉCURITÉ	11
III.5.A.c.	REJET DANS LE MILIEU NATUREL	12
III.5.A.d.	SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	12
III.5.B.	PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	13
III.5.B.a.	POUSSIÈRES	13
III.5.B.b.	ACCES ET VOIES DE CIRCULATION	13

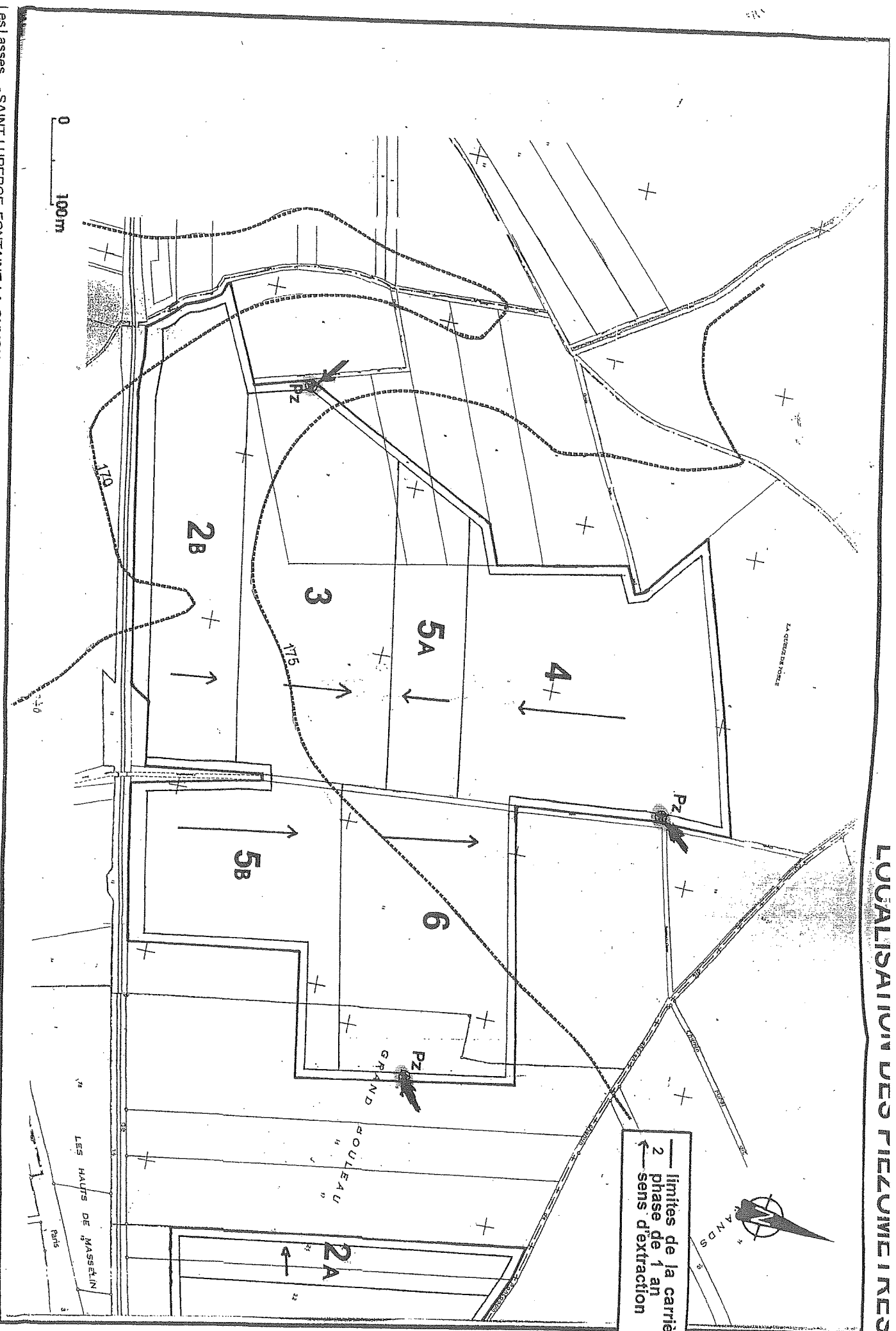
III.5.C. DÉCHETS	14
III.5.C.a. PRINCIPE	14
III.5.C.b. STOCKAGE	14
III.5.C.c. ELIMINATION DES DÉCHETS	14
III.5.C.d. SUIVI DES DÉCHETS	15
III.5.D. PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS	15
III.5.D.a. GÉNÉRALITÉS	15
III.5.D.b. NIVEAUX SONORES	15
III.5.D.c. ENGINS DE TRANSPORT	16
III.5.D.d. APPAREILS DE COMMUNICATION	16
III.5.D.e. CONTRÔLES ACOUSTIQUES	16
III.5.D.f. VIBRATIONS	16
III.6. PREVENTION DES RISQUES	16
III.6.A. INTERDICTION D'ACCES	16
III.6.A.a. GARDIENNAGE	16
III.6.A.b. CLÔTURE	16
III.6.A.c. INFORMATION	17
III.6.B. INCENDIE ET EXPLOSION	17
III.7. REMISE EN ETAT DU SITE	17
III.7.A. GENERALITES	17
III.7.B. REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION	17
III.7.B.a. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION	18
III.7.C. DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT	18
III.7.C.a. AIRES DE CIRCULATION	19
III.7.C.b. REMBLAYAGE	19
Article IV. DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS	20
IV.1. OUVRAGE DE PRÉLÈVEMENT D'EAU	20
IV.1.A. REALISATION	20
IV.1.B. CARACTÉRISTIQUES DE L'OUVRAGE	20
IV.1.C. CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES	21
IV.1.D. EQUIPEMENTS	21
IV.1.E. ENREGISTREMENT DES VOLUMES	21
IV.1.F. CESSATION D'UTILISATION D'UN FORAGE	21
IV.1.G. FIN D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE	22
IV.2. INSTALLATION DE BROyage,CONCASSAGE ET CRIBLAGE DE PRODUITS MINERAUX NATURELS	22
IV.2.A. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE	22
IV.2.B. ACCESSIBILITÉ	22
IV.2.C. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES	22
IV.2.D. RÉTENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL	22
IV.2.E. EXPLOITATION - ENTRETIEN	23
IV.2.E.a. SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION	23
IV.2.F. RISQUE INCENDIE	23
IV.2.F.a. MATERIELS	23
IV.2.F.b. CONSIGNES DE SÉCURITÉ	23
IV.2.G. POUSSIÈRES	24
IV.2.H. DECHETS	24
IV.2.I. BRUIT	24
IV.3. INSTALLATION DE LAVAGE	24
Article V. VOIES ET DELAIS DE RECOURS	25
Article VI. NOTIFICATION	25
Article VII. SANCTIONS	26
Article VIII. EXÉCUTION	26
RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU A TENIR A DISPOSITION (liste indicative non exhaustive)	27



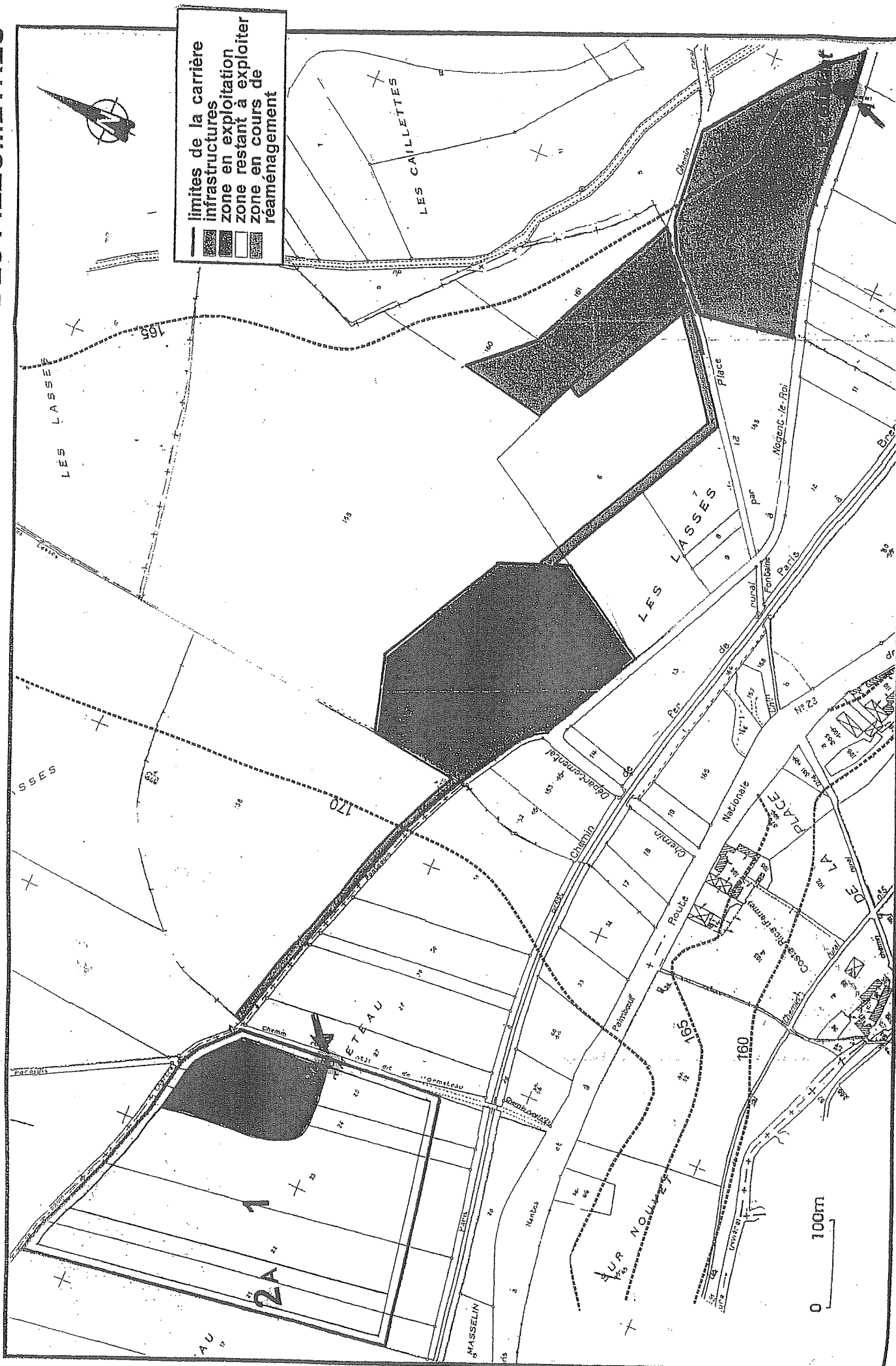
limites de la carrière  
limites des communes  
points de vue  
A Bcoupe topographique



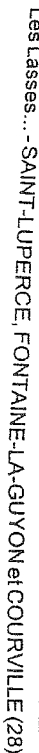
# LOCALISATION DES FIECUMENICES



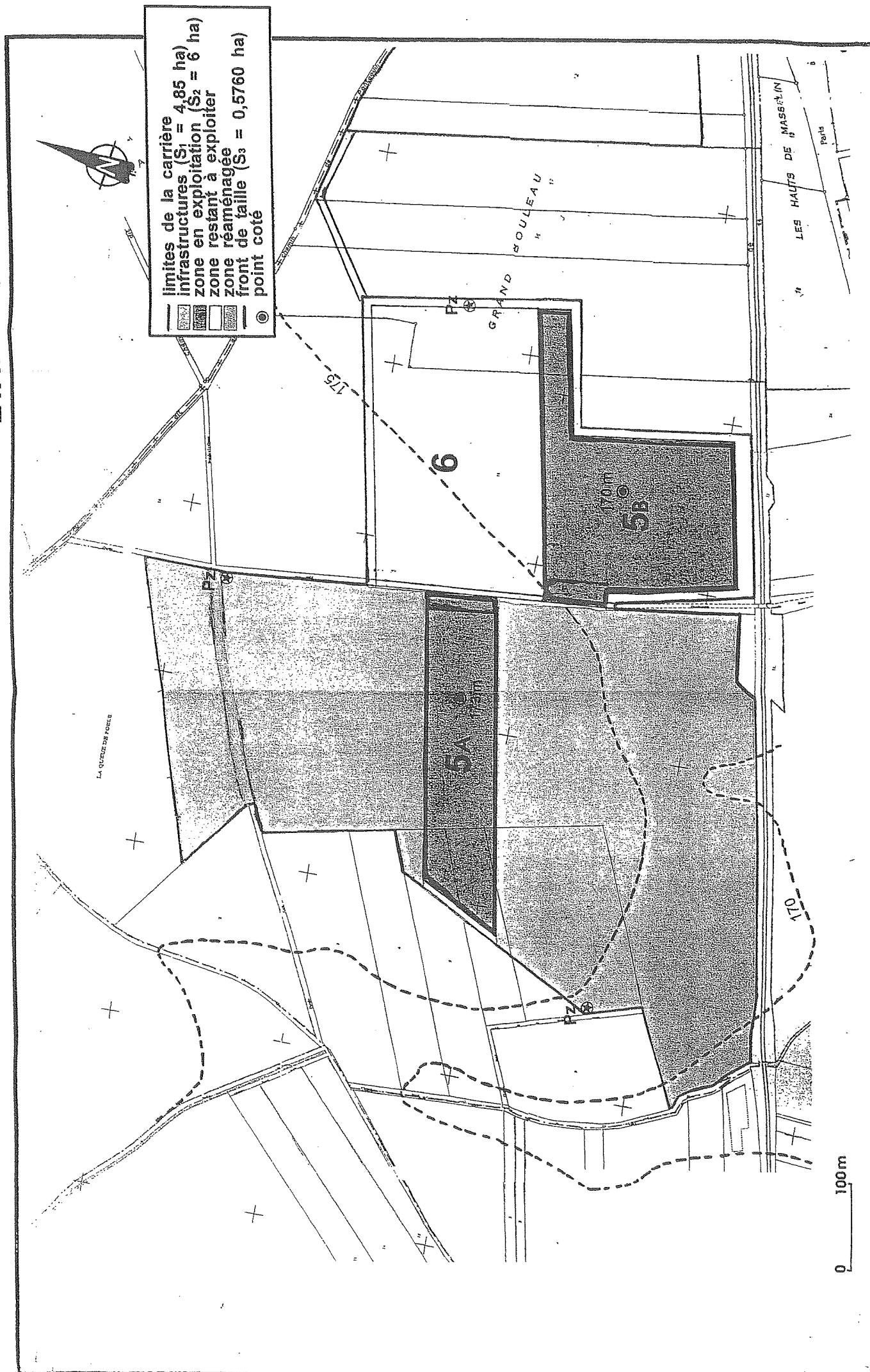
# LOCALISATION DES PIEZOMETRES



limites de la carrière  
infrastructures ( $S_1 = 4,85$  ha)  
zone en exploitation ( $S_2 = 6$  ha)  
zone restant à exploiter  
zone réaménagée  
front de taille ( $S_3 = 0,5760$  ha)  
point coté



# ETAT DU SITE DANS 5 ANS



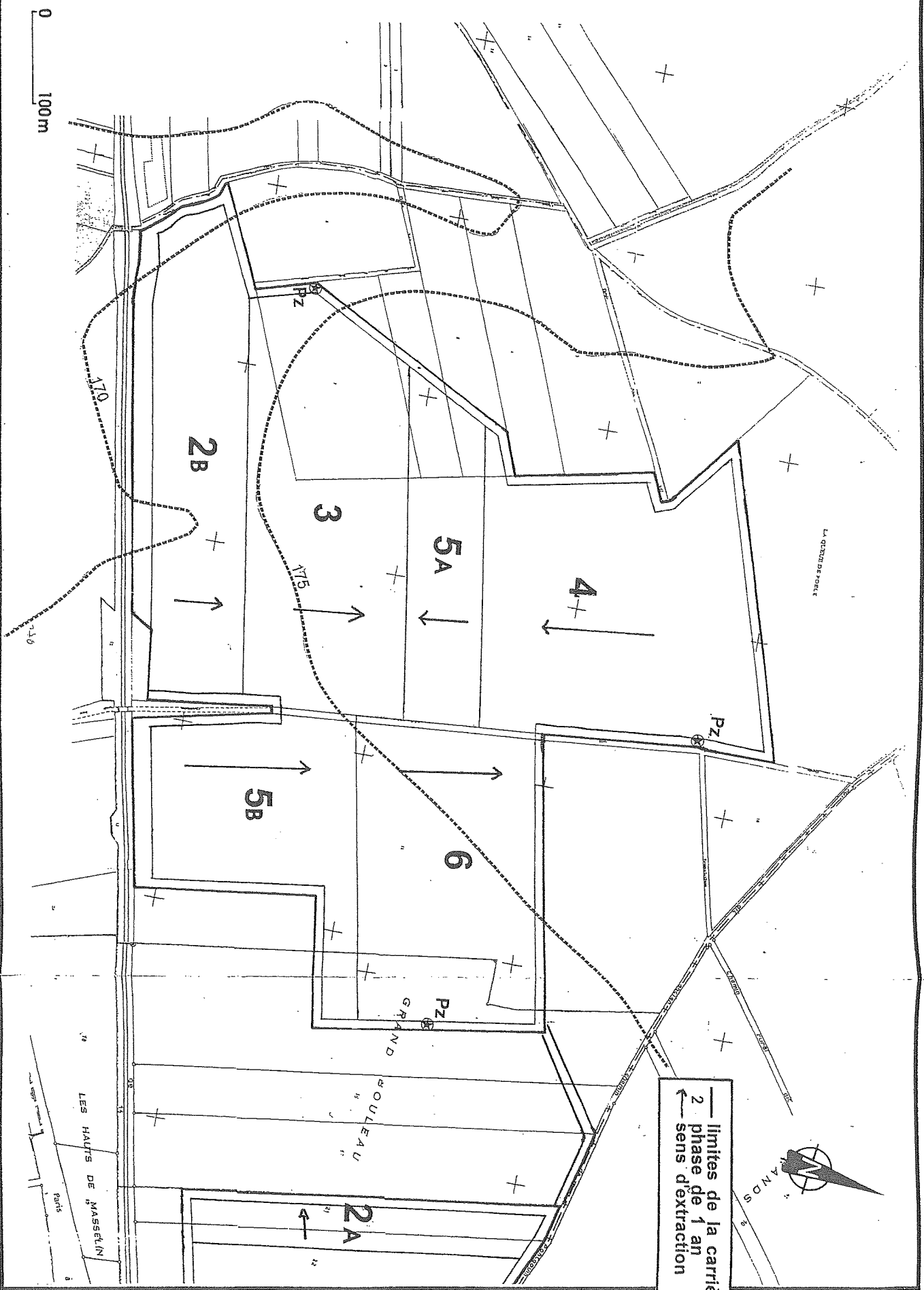


SSSS

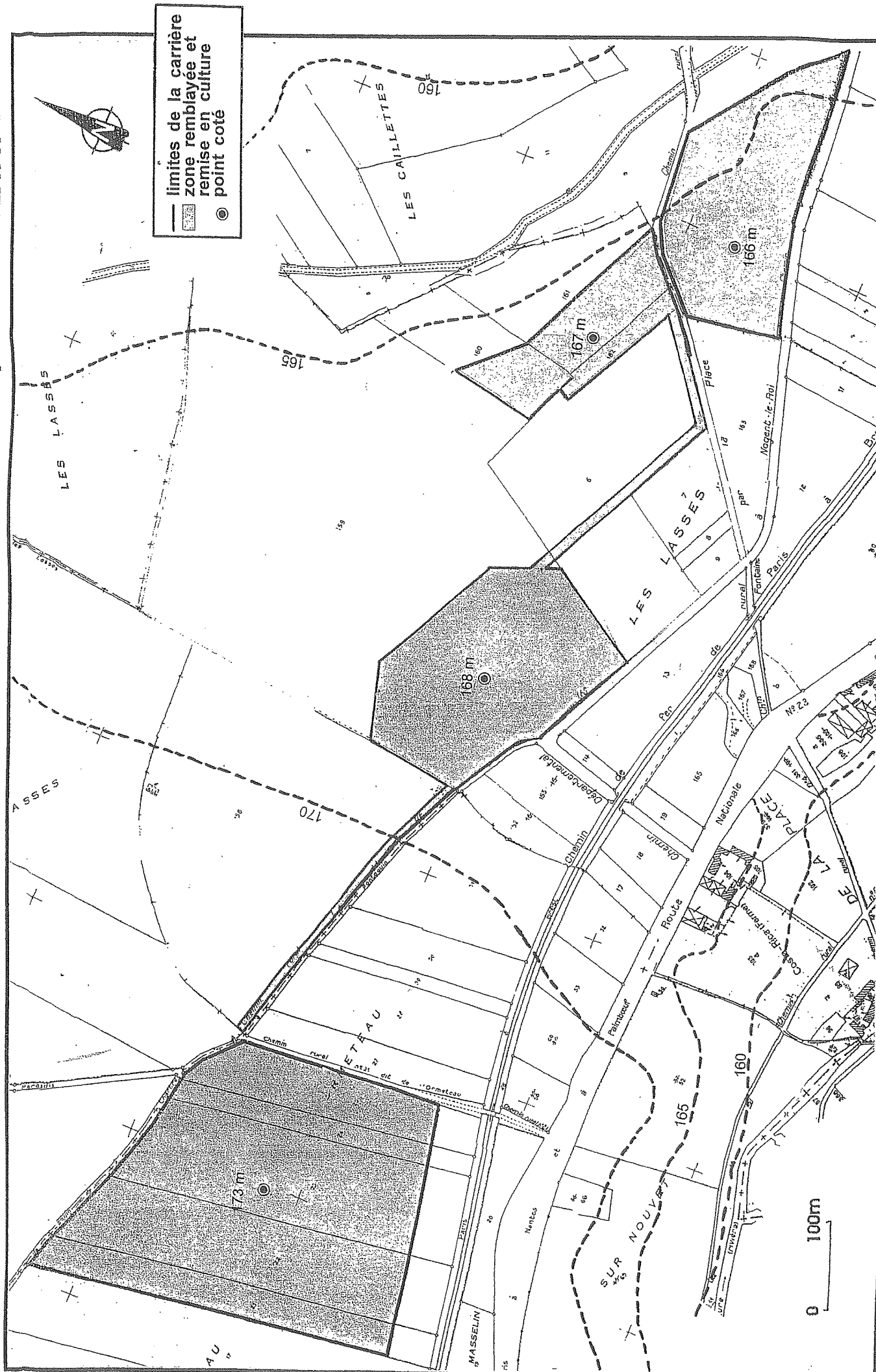


D - 111

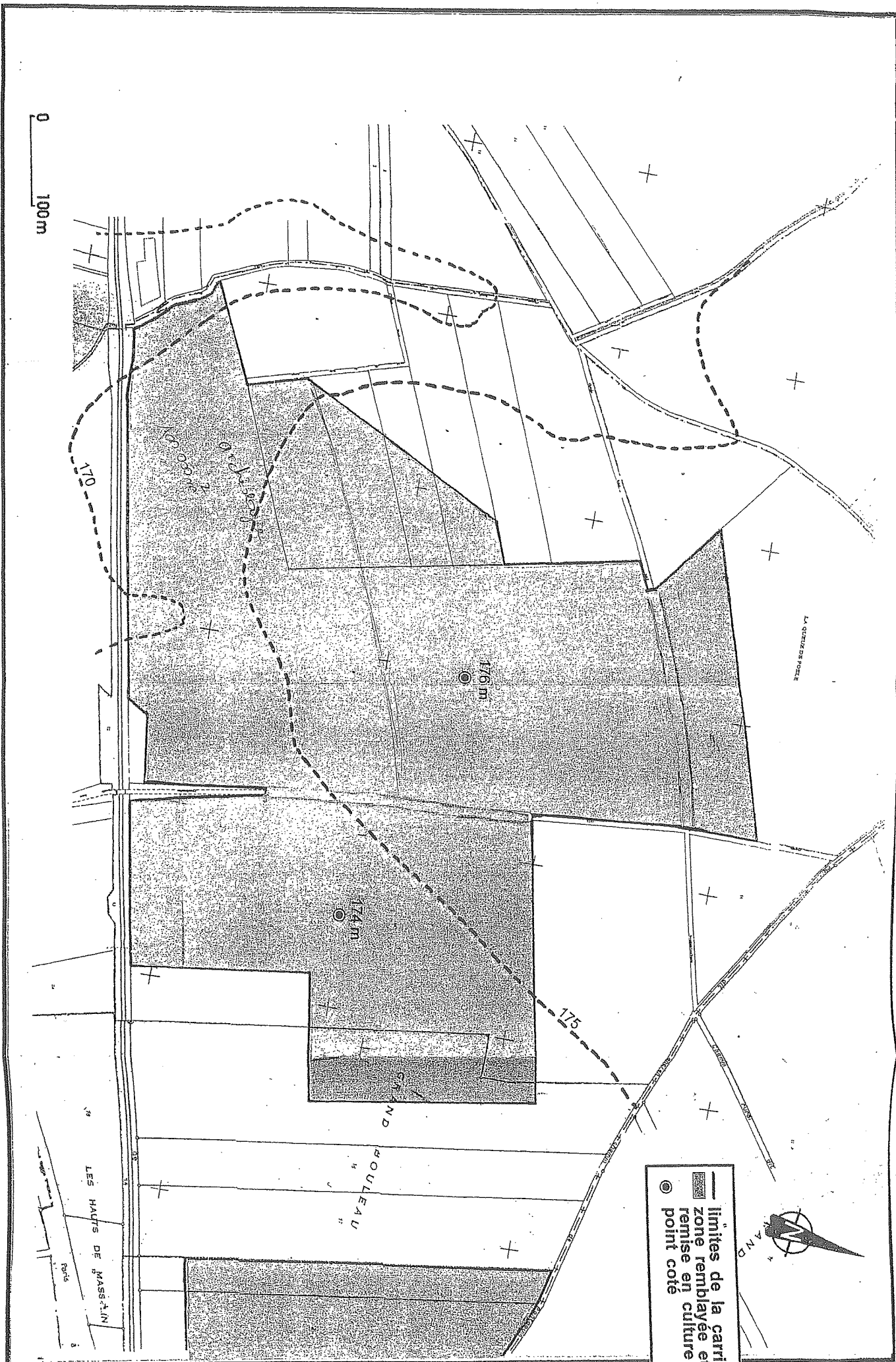
# PLAN DE PTAOAGE



# PLAN DE L'ETAT FINAL







— limites de la carrière  
■ zone remblayée et  
remise en culture  
● point coté

0 100 m

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100